

Autonomie stratégique économique de l'UE

Le sénateur Franck Montaugé s'est adressé à ses collègues européens



Autonomie stratégique économique de l'UE

Autonomie stratégique économique de l'UE : les propositions du sénateur Montaugé à ses collègues parlementaires européens

Le Parlement de l'État membre qui assure tous les six mois la Présidence du Conseil de l'Union Européenne (UE) peut organiser des conférences interparlementaires thématiques. C'est ainsi que ce lundi 14 mars près de 100 parlementaires de toute l'Europe sont venus au Sénat, à Paris, pour débattre des moyens d'améliorer l'autonomie stratégique économique de l'Union européenne dans un contexte de tensions géopolitiques croissantes.

Cette journée d'échanges a permis aux parlementaires d'exposer leurs positions sur les filières industrielles d'avenir, sur l'approvisionnement en métaux critiques et sur la souveraineté alimentaire, autour de trois invités : le commissaire européen chargé du marché intérieur Thierry Breton ; le journaliste d'investigation Guillaume Pitron, auteur de « La Guerre des métaux rares : la face cachée de la transition énergétique et numérique » ; et l'eurodéputé allemand Norbert Lins, président de la commission agriculture et développement rural du Parlement européen.

Le sénateur Montaugé, vice-président de la commission des affaires économiques du Sénat, s'est exprimé sur chacun des 3 thèmes.

Sur l'autonomie stratégique dans les filières industrielles d'avenir :

Les sources d'approvisionnement en « produits stratégiques vulnérables » (semi-conducteurs, matières premières vulnérables ...) doivent être davantage diversifiées et donner lieu quand c'est possible à des alliances d'approvisionnement entre États – membres. Et quand la diversification n'est pas possible, l'UE doit contribuer à la constitution de stocks stratégiques.

Sur l'autonomie stratégique dans les secteurs énergétique et minier :

L'Union européenne doit se doter d'une stratégie spécifique dans les secteurs énergétique et minier relatif aux terres rares. Une condition sine qua non pour atteindre la neutralité carbone à l'horizon 2050 et pour protéger nos économies des situations de crise comme celle que nous vivons aujourd'hui.

Sur les défis de la souveraineté alimentaire européenne :

La souveraineté alimentaire de l'Union européenne doit aussi être garantie pour éviter une crise alimentaire majeure. Des mesures immédiates doivent être prises pour répondre aux difficultés engendrées par la guerre en Ukraine, qu'il s'agisse des coûts de production pour certains agriculteurs ou des prix à payer par les consommateurs. Dans l'urgence, les aides de la politique agricole commune pourraient notamment être réorientées vers les filières les plus en difficulté.